



L'Union européenne,

c'est avant tout accomplir davantage, en travaillant ensemble, plutôt qu'agir séparément en tant que nations individuelles. 375 millions de personnes dans 15 États membres – et bientôt 450 millions dans 25 États – agissant de concert produit un impact considérable sur la scène internationale. Les vies quotidiennes de toutes ces personnes étant de plus en plus liées, les décisions relatives à des questions telles que l'environnement et l'économie doivent être prises au niveau de l'Union européenne (UE) pour produire leur effet. Ainsi, les décisions au niveau de l'UE sont prises par le Parlement européen dont les membres sont élus directement par les citoyens européens tous les cinq ans et par les chefs de gouvernements et les ministres des États membres qui se réunissent au sein du Conseil des ministres.

Le Parlement européen

se compose de 626 représentants provenant des 15 États membres de l'UE. Le Parlement européen vote des lois qui touchent de nombreux aspects de notre vie quotidienne, en négociation avec le Conseil des ministres. Chaque député est activement impliqué dans une, voire deux commissions, lesquelles formulent des politiques et amendent les propositions législatives de la Commission européenne. Ces commissions couvrent des sujets qui nous concernent tous à bien des égards. Des députés du groupe socialiste sont présents dans toutes les commissions parlementaires :

- Affaires étrangères, droits de l'homme, sécurité commune et politique de défense
- Budgets
- Contrôle budgétaire
- Libertés et droits des citoyens, justice et affaires intérieures
- Économique et monétaire
- Juridique et du marché intérieur
- Industrie, commerce extérieur, recherche et énergie
- Emploi et affaires sociales
- Environnement, santé publique et politique des consommateurs
- Agriculture et développement rural
- Pêche
- Politique régionale, transports et tourisme
- Culture, jeunesse, éducation, médias et sports
- Développement et coopération
- Affaires constitutionnelles
- Droits de la femme et égalité des chances
- Pétitions



Nos députés jouent un rôle primordial dans le travail des délégations interparlementaires qui rencontrent régulièrement des députés d'autres parlements de futurs États membres de l'UE ou d'autres régions du monde. Ces réunions sont importantes pour faire entendre la voix du Parlement sur des sujets tels que le commerce, les droits de l'homme et le développement.

Le groupe parlementaire du parti socialiste européen

tient à ce que l'Europe élargie soit opérationnelle à partir de 2004. À cet égard, le groupe contribue activement aux travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe, à savoir l'élaboration de la réforme des institutions de l'UE. La Convention, qui a réussi à terminer ses travaux le 10 juillet 2003 se compose entre autres de députés du Parlement européen et des parlements nationaux, de représentants des gouvernements et de la Commission européenne et de la société civile.

Le groupe du PSE forme souvent des alliances avec d'autres partis au sein du Parlement européen afin de mener ses politiques à bien. Nous nous assurons ainsi que l'emploi et les aspects sociaux sont inclus dans les politiques économiques et nous contribuons également à la promotion d'un environnement plus sain et durable. Le groupe du PSE continue également d'encourager la construction d'un espace européen de paix, de liberté, de sécurité et de justice. Notre groupe a joué un rôle central crucial dans l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux qui garantit les droits civils, politiques et sociaux de tous les citoyens européens.

Exemples de réalisations

du groupe parlementaire du parti socialiste européen (le groupe du PSE) dans plusieurs domaines de travail :

Emploi/Social

Ce domaine a toujours constitué une partie fondamentale de notre travail. Notre groupe a joué un rôle clé dans l'obtention d'un accord conclu au niveau européen sur les normes fondamentales en matière de travail et dans la prise de conscience des grandes entreprises de leurs responsabilités sociales. Grâce à la pression continue exercée par notre groupe, il y a désormais davantage de mesures assurant la protection de la santé et la sécurité sur le lieu de travail, dont des contrôles du temps de travail.



Agriculture

Notre groupe a fait en sorte que la réforme du système soit transparente, qu'elle conduise au découplage horizontal des aides à la production et qu'elle vise à :

- encourager les agriculteurs dans leur rôle de gardiens de notre milieu rural et des habitats naturels;
- prévenir le dépeuplement ;
- encourager le développement structurel dans les zones rurales ;
- sauvegarder l'emploi.

Ces objectifs sont particulièrement importants au vue de la situation délicate des marchés mondiaux. En même temps nous devons veiller à réduire les effets négatifs sur les pays en développement et, bien sûr, à garantir que notre nourriture est saine.



Économie/Croissance

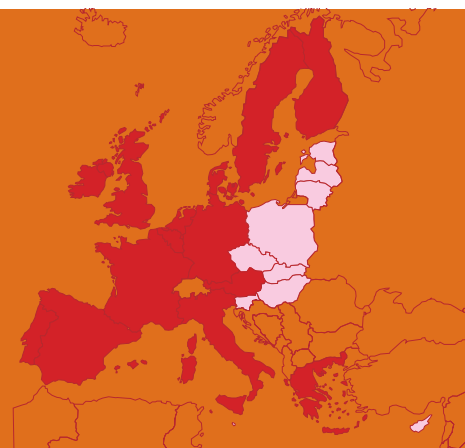
Le groupe du PSE a fait des priorités politiques suivantes des réalisations concrètes grâce à son action politique au sein du Parlement européen :

- une surveillance rapprochée de l'introduction réussie des billets et pièces en euro, notamment grâce à une politique monétaire transparente et pro-active de la BCE ;
- le développement de la stratégie de politique monétaire de la BCE, non seulement vers l'accomplissement de la stabilité des prix, mais aussi vers des stratégies concrètes visant la croissance durable et l'emploi ;
- la promotion d'une interprétation plus rationnelle et plus flexible du pacte de stabilité et de croissance, notamment par la reconnaissance des réformes structurelles et des initiatives d'investissements publics et privés ;
- le développement d'un système monétaire international en vue d'une gestion plus réglementée des services financiers mondiaux ;
- une plus grande harmonisation de la politique de concurrence de l'UE, notamment par le renforcement du rôle de la Commission pour contrecarrer les distorsions de la concurrence, ainsi que par une plus grande implication des syndicats dans le cadre de la politique de contrôle des restructurations et fusions d'entreprises ;
- la promotion des investissements publics et privés via des associations des secteurs public et privé dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la formation permanente, de la recherche, de la production respectueuse de l'environnement, de l'information et des hautes technologies, des télécommunications, des réseaux d'énergie et de transport ;
- la réduction d'une concurrence fiscale illégale, qui entraîne une distorsion du marché unique, et une meilleure coordination des politiques fiscales à l'échelle européenne ;
- une plus grande ouverture dans le processus européen de coordination économique via une implication régulière et directe du Parlement européen.



Élargissement de l'UE

Notre groupe est engagé et continue de s'impliquer activement dans le processus d'élargissement et la réunification de l'Europe. Le groupe du PSE a lancé le programme Willy Brandt (qui doit son nom au chancelier allemand qui a gagné le prix Nobel de la paix pour sa politique envers l'Europe de l'Est). Il assure la collaboration étroite avec les partis des pays dont l'adhésion à l'UE est prévue pour 2004 et un flux d'informations réciproque avec ces pays. Des membres du groupe assistent régulièrement à des événements organisés dans les pays candidats et des stagiaires provenant de ces pays ont la possibilité d'acquérir de l'expérience professionnelle au sein du secrétariat de notre groupe. Le but est de garantir une intégration en douceur des futurs députés européens et de leur personnel dans la structure du groupe à partir de l'été 2004 et d'accueillir, former et accompagner les observateurs dès mai 2003.



Égalité des chances

Les députés socialistes étaient au cœur de l'initiative visant à inclure une clause anti-discrimination dans les traités européens. L'UE est maintenant compétente pour entreprendre des actions pour combattre la discrimination basée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou la croyance, l'invalidité, l'âge ou l'orientation sexuelle. Cela suit une forte tradition au sein du groupe socialiste de protéger l'égalité des chances pour les femmes (particulièrement sur le lieu de travail) et d'assurer le droit au congé parental pour tous les parents. Notre groupe a également récemment lancé un appel pressant pour la pleine application de la directive relative à la protection des femmes enceintes sur le lieu de travail.

Environnement/Protection des consommateurs

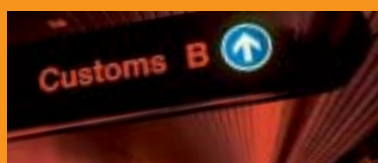
Les actions des députés européens socialistes et sociaux-démocrates démontrent clairement notre engagement envers la protection de l'environnement. Ainsi, des avertissements illustrés en matière de santé figurent désormais sur les paquets de cigarettes et autres produits du tabac ; une interdiction à l'échelle européenne des expériences sur les animaux et de la commercialisation de produits testés sur les animaux est en place ; des appels ont été lancés lors du sommet mondial sur le développement durable pour fixer des objectifs et des actions clairs en matière d'environnement ainsi que pour l'application du protocole de Kyoto pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ; l'Agence européenne pour la sécurité alimentaire travaillera de façon indépendante et ouverte. En ce qui concerne la protection des consommateurs, notre groupe a soutenu l'interdiction de l'utilisation de produits chimiques dangereux dans les jouets pour enfants et a encouragé de plus larges mesures en matière de sécurité alimentaire.



Affaires étrangères

Les socialistes sont des internationalistes de nature. Nous soutenons activement les mesures visant à donner à l'UE un poids plus important dans les affaires internationales afin de promouvoir ses valeurs, les droits de l'homme et la sécurité dans le monde entier. Notre groupe estime que les initiatives européennes devraient se baser sur un large concept de sécurité fondé sur la coopération et la sécurité durable et démocratique. À l'avenir, l'ouverture et la responsabilité seront des éléments clés dans ce domaine. Jusqu'à présent, nos succès dans ce domaine comprennent :

- la création du pacte de stabilité pour les Balkans et des accords avec les pays des Balkans visant à promouvoir la stabilité et à rapprocher ces pays de l'UE (à la suite de cela, la Croatie a récemment déposé sa candidature d'adhésion à l'UE) ;
- le renforcement des relations entre l'UE et les pays méditerranéens en promouvant le processus de Barcelone et en encourageant le développement social, politique et économique dans tous les pays méditerranéens ;
- le développement d'une nouvelle stratégie pour l'Europe élargie qui impliquera tous les pays voisins de l'Europe élargie en vue d'éviter de nouvelles divisions économiques, sociales et politiques ;
- un soutien constant des droits de l'homme dans les résolutions adoptées par le Parlement et l'inclusion de fonds dans le budget de l'UE pour la promotion des droits de l'homme.





Liberté/Sécurité/Justice

L'une des principales priorités de notre groupe consiste à garantir le respect des droits et libertés fondamentaux. À cet égard, nous encourageons l'inclusion de la Charte des droits fondamentaux dans les Traités ainsi que l'inclusion de davantage de droits liés à la citoyenneté européenne. Parmi nos autres priorités :

- la lutte contre toute forme de discrimination ;
- la liberté de circulation à l'intérieur de l'UE pour tous les citoyens européens ;
- une politique commune d'asile et d'immigration ;
- le maintien d'un équilibre entre la sécurité et la sauvegarde des droits des citoyens, y compris la protection des données personnelles.

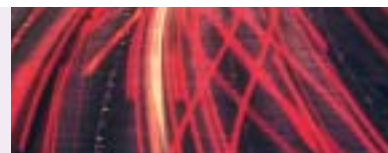
Réalisations du groupe dans les domaines de la liberté et de la justice :

- davantage d'ouverture et de transparence pour l'accès du public aux documents ;
- l'introduction, l'application et le contrôle de règles en matière de protection des données dans les organes et institutions de l'UE ;
- la lutte contre le racisme et la xénophobie grâce à des définitions plus claires des délits, une portée plus large des circonstances aggravantes pour les délits racistes et des dispositions renforcées contre le racisme sur internet ;
- la création d'Eurojust – unité de coordination judiciaire pour améliorer la coordination des enquêtes et des poursuites grâce à la coopération entre les autorités nationales ;
- la lutte contre le terrorisme grâce à la rédaction d'une définition commune du terrorisme et à l'harmonisation des sanctions – un énorme pas en avant dans l'établissement d'un régime anti-terroriste commun à toute l'UE ;
- la création d'un mandat d'arrêt européen, diminuant le besoin d'extradition puisque les décisions seront mutuellement reconnues dans toute l'UE ;
- la possibilité, pour davantage de catégories de personnes, d'exercer le droit de regroupement familial, un meilleur statut et de meilleurs droits pour les résidents de longue date, une plus grande harmonisation des règles relatives aux permis de séjour pour les personnes salariées ou travaillant à leur compte, et la formulation d'une définition plus claire, de critères et de mécanismes objectifs pour déterminer quel État membre est responsable pour une demande d'asile.

En outre, notre groupe pense qu'Europol devrait être soumis au contrôle démocratique du Parlement européen, que la protection des données devrait être renforcée et qu'Europol devrait disposer de meilleurs moyens pour lutter contre le crime organisé et le terrorisme.

Transports

La protection des personnes et de l'environnement se trouve au centre de notre travail dans ce domaine. Nous avons activement participé à l'élaboration de la directive sur la sécurité maritime et à la promotion de l'Agence pour la sécurité maritime. Nous défendons également fortement la sécurité routière et des piétons, notamment en contrôlant les heures de travail dans le secteur des transports et en renforçant les règles européennes sur la limitation du taux d'alcoolémie des conducteurs. Le groupe socialiste a soutenu la création d'une Agence européenne pour la sécurité ferroviaire et d'un réseau européen de fret ferroviaire, et a également encouragé une plus grande interopérabilité entre les différents réseaux ferroviaires nationaux. En ce qui concerne le transport aérien, notre groupe a résolument plaidé en faveur d'une plus grande sécurité aérienne et des droits des passagers des avions, via la création d'un ciel unique européen ou d'une zone de contrôle du trafic aérien. En outre, nous avons instamment réclamé le développement d'un système d'écopoints afin de réduire l'intensité du trafic et, enfin, nous avons travaillé pour la défense des intérêts de tous les consommateurs dans la directive sur les services postaux.



... vous et vos préoccupations d'abord

Contacts

Groupe parlementaire du parti socialiste européen,
Parlement européen, Rue Wiertz, 1047 Bruxelles.
Tél.: +32 2 284 2111 (Bruxelles) et +33 3 88 17 40 01 (Strasbourg)

<http://www.socialistgroup.org>

